

Centre d'information et de
documentation citoyennes

Connaissances, aptitudes et outils pour agir !



Citizens' information and
documentation center

Knowledge, skills and tools for action!

Recrutement d'un(e) Consultant(e) pour mener une
« Etude cartographique et d'identification des
besoins des cadres de concertation entre les
Conseils de collectivité et les populations dans six
(06) régions du Burkina Faso »

Cascades, Centre, Centre-Est, Centre-Nord, Hauts-Bassins, Sud-Ouest

TERMES DE REFERENCE



AMBASSADE DU DANEMARK

1. Contexte et justification

Le Centre d'information et de documentation citoyennes (Cidoc), avec l'appui du projet « Promotion des droits humains, de la paix et de la cohésion sociale au Burkina Faso (PDHPCS) 2021-2025 » sur financement de l'Ambassade Royale du Danemark, met en œuvre le projet « *Consolider les dynamiques de concertation et renforcer la qualité des dialogues entre les conseils de collectivité et les OSC pour garantir l'exercice des droits de participation des femmes, jeunes et Personnes déplacées internes (PDI) dans six (06) régions du Burkina Faso* » en abrégé « **Exercice efficace des droits de participation** ». Planifié pour une période de deux (2) ans, ce projet vise à promouvoir une gouvernance locale participative et inclusive au Burkina Faso et plus particulièrement dans les régions des **Cascades, du Centre, du Centre-Nord, du Centre-Est, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest**. Il a pour finalité de contribuer à faire de la pratique de décentralisation un outil de réalisation des droits humains, de promotion de la paix, et de consolidation de la cohésion sociale. Il vise à doter les acteurs de la décentralisation de connaissances et outils leur permettant de rendre la gouvernance au niveau local plus participative et inclusive.

La gouvernance locale participative et inclusive suppose la promotion, la protection et le respect des droits de l'homme par les pouvoirs publics locaux, particulièrement les droits des personnes souvent victimes d'exclusion, notamment les femmes, les jeunes et les PDI. Bien que le citoyen burkinabè semble être mis au centre du développement local à travers la Constitution, la loi et les instruments des droits l'homme, sa participation réelle demeure encore insuffisante. Cette insuffisance est liée entre autres à l'absence de cadres de concertation ou d'espaces de dialogues fonctionnels entre les gouvernants locaux et les citoyens qui favorisent l'exercice des droits de participation de ces derniers à la gestion des affaires publiques.

En effet, les cadres de concertation entre gouvernants et gouvernés constituent des outils essentiels pour la prise en compte des préoccupations des citoyens, particulièrement celles des groupes vulnérables, dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques. C'est pourquoi le gouvernement burkinabè et les acteurs de la société civile ont respectivement pris des initiatives pour mettre en place au niveau local des cadres de concertation ou espaces de dialogues entre les institutions et les citoyens, individuellement ou collectivement à travers des organisations de la société civile (OSC) ou des organisations à base communautaire (OBC). Les initiatives gouvernementales, fondées essentiellement sur le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), ont notamment conduit à l'adoption du *Décret du 18 décembre 2010 portant création, attributions, composition et organisation du Cadre national de concertation des partenaires du développement rural décentralisé*¹. Les initiatives de la société civile continuent à se matérialiser sous plusieurs formes, dont notamment les *Espaces de dialogue et d'interpellation communautaire (EDIC)* promus dans certaines communes depuis 2008 par une association locale². D'autres initiatives entreprises par l'Etat en collaboration avec des acteurs de la société civile, dans le cadre du Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales (PACT)³, se sont matérialisées par la mise en place des *Plateformes de responsabilité sociale active (SAP)*.

Malheureusement, certains de ces cadres n'ont pas survécu aux projets ou programmes dans le cadre desquels ils ont été mis en place, faute d'un ancrage local solide et de moyens techniques et financiers. Ainsi les citoyens se sont vus presque désarmés d'un moyen de jouissance des droits de l'homme, en particulier celui de participer à la gouvernance locale et au

¹ <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/100150/119981/F973904358/BFA-100150.pdf>

² <http://amrbf.org/>

³ <https://pact.bf/>

développement de leurs communautés. En fait, la majorité des cadres de concertation et de dialogue ne sont pas opérationnels dans la plupart des collectivités territoriales, ce qui contrarie la quête de l'idéal de gouvernance locale inclusive et participative au cœur de la pratique/politique de décentralisation. C'est pourquoi le Cidoc entend, à travers son projet « **Exercice efficace des droits de participation** », appuyer leur (re)dynamisation ou en faciliter la création dans les régions où il n'en existe pas encore, en se focalisant sur les six régions susmentionnées.

Ainsi, pour canaliser cet appui de manière efficace, le Cidoc veut procéder à une cartographie des différents cadres de concertation ou espaces de dialogues existants entre gouvernants locaux et citoyens dans chacune des six régions d'intervention du projet, tout en identifiant des besoins spécifiques qui empêcheraient sur leur fonctionnement ou des obstacles à leur effectivité. Ce travail sera réalisé par un(e) Consultant(e) ayant une expérience avérée en matière de participation citoyenne à la gouvernance locale au Burkina Faso.

Les présents termes de référence visent donc à guider le processus de recrutement d'un(e) Consultant(e), personne physique ou morale, pour mener une mission d'Etude cartographique et d'identification/évaluation des besoins des cadres de concertation entre les Conseils de collectivité et les populations dans six (6) régions du Burkina Faso : Cascades, du Centre, du Centre-Nord, du Centre-Est, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest.

2. Objectifs de la mission

L'objectif général de la mission du/de la Consultant(e) est d'identifier et de cartographier les cadres de concertation ou espaces de dialogues entre les gouvernants locaux et les citoyens, ou tout mécanisme formel ou informel à travers lequel ces derniers interagissent en permanence dans le cadre de la gestion des affaires publiques au sein des collectivités territoriales. Cette cartographie sera couplée d'une documentation analytique des besoins pour la (re)dynamisation ou le fonctionnement effectif des cadres de concertation identifiés ou la création de tels cadres dans les collectivités territoriales où il n'en existe pas.

De façon spécifique, sa mission consistera à :

- identifier et dresser un répertoire de l'ensemble des cadres de concertation et de dialogue existants dans chacune des six (6) régions d'intervention du projet (composition, organisation, fonctionnement, personnes ressources, contacts, etc.), en les distinguant selon qu'ils soient de l'initiative de l'Etat (et/ou institutions étatiques décentralisées i.e. communes et régions), celle des OSC ou OBC, ou à l'initiative commune des institutions étatiques décentralisées et des acteurs de la société civile ; et
- documenter et analyser – en accordant une attention particulière aux préoccupations relatives à l'exercice efficace des droits de participation des femmes, des jeunes et des PDI – les besoins réels pour la (re)dynamisation des cadres de concertation cartographiés ou/et pour la mise en place des tels cadres dans les communes où il n'en existe pas.

3. Résultats attendus

De cette mission du (de la) Consultant(e) sont attendus essentiellement :

- un rapport d'Etude cartographique et d'identification/évaluation des besoins des cadres de concertation entre les Conseils de collectivité et les populations dans six (6) régions du Burkina Faso : Cascades, du Centre, du Centre-Nord, du Centre-Est, des Hauts-

Bassins et du Sud-Ouest. Pour chacune de ces régions, le rapport devra aborder de manière exhaustive les éléments identifiés dans les objectifs spécifiques ci-dessus ; et

- tous documents ou éléments permettant au Cidoc de cerner les problématiques relatives à l'exercice efficace des droits de participation des femmes, des jeunes et des PDI, à travers notamment les cadres de concertation ou espaces de dialogue avec les institutions étatiques décentralisées dans les six (6) régions d'intervention de ce projet.

4. Méthodologie

Le/la consultant(e) proposera une approche méthodologie de travail dans sa proposition technique, qui sera discutée et validée par le Cidoc après sa sélection. Toutefois, une démarche méthodologique dualiste devra être prise en compte dans la mise en œuvre de cette mission, à savoir :

- la collecte des données secondaires à travers une *revue documentaire*, devant résulter entre autres à la présentation analytique du cadre conceptuel, juridique et institutionnel de l'exercice des droits de participation des citoyens (y compris les femmes, les jeunes et les PDI) à la gestion des affaires publiques dans les collectivités territoriales, à travers notamment les cadres de concertation et de dialogue ; et
- la collecte des données primaires à travers des *entretiens individuels et/ou collectifs (focus group)* dans chacune des régions couvertes par le projet. Il s'agira des échanges avec tout acteur local pertinent (autorités publiques, leaders communautaires, OSC, OBC, acteurs du secteur privé, citoyens lambda, etc.) en vue d'identifier et cerner les problématiques relatives, d'une part, au fonctionnement effectif des cadres de concertation existants et/ou, d'autre part, à l'absence desdits cadres de concertation. Ces échanges viseront aussi à recueillir des recommandations envisageables pour renforcer la concertation et le dialogue entre les Conseils de collectivité et les citoyens, particulièrement les femmes, les jeunes et les PDI, dans les régions couvertes par le projet.

5. Les livrables

Au début et à l'issue de sa mission, le/la consultant(e) fournira au Cidoc les livrables principaux suivants :

- le rapport de démarrage de la mission d'étude articulée principalement autour d'une revue documentaire préliminaire ; et
- le rapport final d'étude présentant les résultats de l'analyse des données collectées et traitées.

6. Durée de la mission

La mission sera mise en œuvre pendant **45 jours ouvrés**, à partir de la date de signature du contrat, conformément au **calendrier/chronogramme** approuvé de commun accord par le Cidoc et le/la Consultant(e). En toute hypothèse, la version finale du dernier et principal livrable de cette mission (i.e. le rapport d'étude présentant les résultats de l'analyse des données collectées et traitées) doit être approuvé par le Cidoc au plus tard le vendredi 02 décembre 2022.

7. Composition du dossier

Le dossier de candidature sera constitué de :

- une **Lettre de candidature** (dûment signée et présentant l'expérience avérée du/de la consultant(e) par rapport aux thématiques essentielles de cette mission) ;
- une **Offre technique** (présentant notamment la compréhension de la mission par le/la consultant(e), la démarche méthodologique et le chronogramme détaillé) ;
- une **Offre financière** (détaillé autour d'un budget global de **deux millions cinq cent mille (2 500 000) francs CFA** et tenant compte notamment que la mission implique le déplacement dans les différentes régions d'intervention du projet) ; et
- le **CV** à jour du(de la) consultant(e) et/ou les CV des différents membres clés de l'équipe de mission, le cas échéant. Le/la consultant(e) peut être une personne physique ou morale.

8. Sélection du(de la) consultant(e)

La sélection du/de la consultant(e) se fera conformément à la grille ci-dessous :

Grille de sélection (sur 100)	
Expérience et CV	30
Offre technique	40
Offre financière	30

9. Deadline pour le dépôt de candidature

Les dossiers de candidature sont reçus du **5 septembre 2022 jusqu'au 19 septembre 2022 (à 23h59)**. Les soumissions se font par courriel à l'adresse infocidoc@yahoo.fr en mettant en copie dkashironge@gmail.com et drissatraor891@gmail.com ; avec pour objet « Offre Etude cartographique Cidoc-DANIDA 2022 ».

Pour tout besoin de renseignements en lien avec cet appel d'offre, veuillez contacter le +226 73340948 ou par courriel à drissatraor891@gmail.com.

FIN